



Depuis le 21 juin dernier, en marge du sommet sur le Nouveau Pacte Financier Mondial à Paris, le Président Paul Biya n'est pas retourné au pays, suscitant ainsi de nombreuses interrogations et spéculations.

Ce mois d'absence du président Biya a été marqué par un regain de tension dans les régions anglophones, en proie depuis bientôt 7 ans aux velléités sécessionnistes, où les affrontements entre les forces de sécurité et les séparatistes ont fait de nombreuses victimes.

Face à ces événements, l'absence prolongée du président Biya a suscité des critiques de la part de l'opposition et de la société civile. Certains accusent le chef de l'État de négliger les problèmes internes du pays au profit de ses intérêts personnels à l'étranger. D'autres estiment que cette absence est le signe d'un manque de leadership et de prise de décision de la part du président.

La BAS, ce mouvement hostile à Yaoundé et logé au sein des diasporas, a décidé de rendre désagréable tout séjours en occident du couple présidentiel. Cette fois, Paul Biya a déjoué ses détracteurs, en s'installant à Carouge, dans une résidence privée hyper sécurisée à Genève. Ce qui l'a mis à l'abri des activistes de la BAS.

Il y a quelques années, Mutations avait relayé une information donnée par l'Organized Crime

and Corruption Reporting Project (OCCRP). Ce groupe de journalistes d'investigation, créé en 2006, a relevé qu'entre le 6 novembre 1982 (date de son accession au pouvoir) et début 2018, le vieux président de 89 ans, dont 41 à la tête du pays, a passé l'équivalent de plus de 4 ans à l'étranger. Les enquêteurs disaient avoir travaillé uniquement sur la base des documents officiels. Un total qui n'incluait cependant pas des séjours officiels. L'OCCRP a révélé que le Chef de l'Etat, en 2006 et 2009, a passé pas moins de 120 jours à l'étranger. Des voyages qui auraient coûté environ 65 millions de dollars américains (environ 32,5 milliards de FCFA) au trésor public camerounais en 1645 jours, ajoutait le journal.